

À l'approche du budget fédéral Pour une discussion centrée sur l'être humain

Le 22 mars, le ministre des Finances Bill Morneau déposera le premier budget du gouvernement libéral. La préparation du budget s'accompagne d'un débat absurde sur le besoin d'« aider la classe moyenne », sur le besoin d'investir dans les infrastructures et sur la « croissance à long terme ».

Ces échanges n'aideront pas du tout les lecteurs à comprendre les affaires économiques. Les lecteurs doivent plutôt commencer par ce que dit la science économique centrée sur l'être humain au sujet de l'économie et ce que révèle l'analyse des faits et ne pas se laisser entraîner dans les soi-disant conflits que les politiciens corrompus et leur entourage inventent pour se faire valoir. Ils inventent ces prétendus différends pour que les gens ne s'intéressent pas à ce qui se passe vraiment avec l'économie, à ce que Trudeau et les libéraux font en pratique et à la nécessité de donner à l'économie une nouvelle direction. Il faut porter attention aux mesures du budget qui peuvent être identifiées et analysées pour connaître leur effet sur l'économie et sur la population.

Les politiciens corrompus et leur entourage sont maîtres dans l'art de débiter des sottises pour expliquer les mesures qu'ils prennent. Leur débat centré sur le capital est épuisant. Alors plutôt que d'essayer de comprendre ce qu'ils disent, les lecteurs doivent aller droit au but et analyser les mesures que le gouvernement applique en pratique et celles qu'ils n'appliquent pas en pratique. Ils doivent définir une nouvelle orientation qui puisse inspirer les gens à s'engager dans la politique pratique pour changer la situation.



Les lecteurs qui s'intéressent à l'économie doivent étudier la science économique centrée sur l'être humain. Ils doivent analyser et examiner les considérations idéologiques concernant l'économie. Pour aider les lecteurs, *Le Renouveau* discutera entre autres de certains exemples spécifiques de projets d'infrastructure en proposant des considérations idéologiques sur le financement de ces projets. Dans ce numéro nous examinons un projet de l'élite politique de la ville d'Ottawa pour lequel des assemblées publiques ont été convoquées. Que va-t-il ressortir de ces rencontres ? Il

est crucial de formuler les considérations idéologiques pour établir un plan de politique pratique. Sans cela il est facile de prédire ce qui va ressortir de ces assemblées publiques.

Le problème du financement des infrastructures est présenté de façon à ranger les gens dans un camp ou dans l'autre. Les résidents des régions rurales vont dire qu'ils ne veulent pas payer pour des services qu'ils n'utilisent pas et vont décrier les mesures que proposent les villes pour venir chercher le financement dans leurs poches. L'option néolibérale que sont les frais d'usager va devenir la seule solution raisonnable. Les forces dites progressistes qui sont d'accord avec l'idée que les gouvernements n'ont pas assez d'argent vont soutenir que chacun doit faire sa part pour que nous ayons les infrastructures dont nous avons besoin mais ne vont pas s'entendre sur la part que chacun doit payer. Certains vont dire par exemple que cela doit se faire en fonction de la valeur de la propriété plutôt que suivant un taux fixe pour tout le monde.

Les travailleurs et les jeunes peuvent intervenir pour donner à ces discussions qui ont lieu partout au pays une orientation qui soit utile s'ils s'en tiennent aux faits et définissent les considérations idéologiques et s'ils rassemblent les gens autour d'eux pour examiner les problèmes de l'économie et présenter des arguments en faveur de solutions pratiques. Cela peut se faire !

Il faut donc éviter de se laisser entraîner dans les débats absurdes entourant le budget qui sera déposé demain et de répéter les phrases lancées par le ministre des Finances, le gouverneur de la Banque du Canada et d'autres de leur entourage. Cela aussi peut se faire !



Discussion sur la taxation

Le prochain budget fédéral est une occasion d'élargir la discussion sur la taxation. Le système d'imposition actuel est très préjudiciable à la classe ouvrière. Non seulement place-t-il le fardeau sur les individus mais il déforme la réalité de l'économie et la façon dont la valeur est créée, réalisée et réclamée.

La façon dont les gouvernements établissent les fonds publics est liée à la dépense des fonds publics parce que les revenus et les dépenses sont gouvernés par la même conception du monde centrée sur le capital. Les méthodes de taxation qui ciblent la classe ouvrière, comme le revenu sur l'impôt des particuliers, l'impôt sur la masse salariale, la taxe de vente et les frais d'usager, font toutes partie d'un même système fait de stratagèmes pour payer les riches et de manque d'investissement dans les programmes sociaux et les services publics pour ce qui est des dépenses gouvernementales.



Le régime d'imposition est lié à l'absence d'un contrôle conscient des prix. La détermination des prix par une formule moderne comprendrait une définition consciente de tous les éléments entrant dans la production des biens et services et de toutes les réclamations faites à la valeur créée par les travailleurs. Une conception du monde centrée sur l'être humain balayerait la confusion, les déformations et les absurdités du système d'imposition actuel.

Pour contribuer à cette discussion, *Le Renouveau* encourage ses lecteurs à lire les extraits de l'ouvrage *La production, la reproduction et le transfert de la valeur et sa réalisation* de K. C. Adams qui paraîtront dans *Le Marxiste-Léniniste* dans le courant de la semaine prochaine. Les lecteurs du *Renouveau* peuvent recevoir *Le Marxiste-Léniniste* en s'inscrivant à la liste d'envoi du PCC(M-L).



Considérations idéologiques pour le financement des services publics: un exemple

Un exemple de considérations idéologiques pouvant guider une approche pratique pour s'organiser sur la question du financement des infrastructures peut être donné en examinant le barème de redevances que propose la Ville d'Ottawa pour la gestion des eaux usées et pluviales dans la partie « rurale » de la municipalité et la pétition en faveur d'une baisse des tarifs d'électricité pour les résidents « ruraux » présentement desservis par Hydro One.

Les infrastructures pour la gestion des eaux pluviales sont un service collectif nécessaire à la vie de la communauté. Elles ne peuvent pas et ne doivent pas dépendre des méthodes d'imposition des individus, comme la taxe foncière, les frais d'usager fixes et les frais liés à la consommation de l'eau ou à tout autre aspect du système ; elles doivent dépendre de la réalisation de leur valeur par l'échange avec différentes composantes de l'économie socialisée, publiques ou privées. L'économie a besoin du système de gestion des eaux pluviales pour survivre en tant qu'économie collective intégrée essentielle à toute communauté habitée par une population ouvrière florissante. La valeur de la construction et de l'entretien du réseau doit être réalisée en échange de la valeur produite par les composantes actives de l'économie, y compris les services publics fédéraux, provinciaux et municipaux.



L'avenir des réseaux d'aqueduc, d'égouts, d'électricité et de gestion des eaux pluviales reste incertain si leur financement dépend de la taxation des individus. Par exemple, à Flint, au Michigan, les eaux du système d'aqueduc sont devenues empoisonnées parce que ceux qui contrôlent l'économie et ses composantes, l'élite impérialiste dominante, ont refusé de réaliser la valeur de l'infrastructure socialisée en échange de la valeur que les travailleurs produisent, reproduisent et transfèrent à l'économie, laquelle est contrôlée par les propriétaires privés de la richesse sociale.



Le fait de faire dépendre la réalisation de la valeur des systèmes de gestion des eaux pluviales, d'égouts, d'aqueduc et d'électricité sur la taxation individuelle est contraire à la nature sociale de la grande économie industrielle. La richesse détenue individuellement par les travailleurs ne doit pas servir à payer pour les infrastructures sociales et matérielles. Les infrastructures sont un élément essentiel de l'économie collective en tant que moyens de production et de survie pour tous et doivent être traitées comme telles. Elles ne doivent pas dépendre de la capacité individuelle des travailleurs de payer puisqu'en principe leur seule source de revenu est la vente de leur capacité de travailler. La réalisation de la valeur produite par les infrastructures doit se faire

comme il se doit, c'est-à-dire par l'échange avec la valeur produite par les autres composantes et secteurs de l'économie.

La valeur utilisée pour réaliser la valeur des infrastructures sociales doit provenir de la grande économie industrielle et ses composantes productives. Toute valeur est ou bien une valeur transférée des éléments servant à la production ou une valeur sociale résidant dans la capacité de travail de la classe ouvrière telle que réalisée en échange du temps de travail et de la valeur sociale reproduite qui doit être réalisée en échange avec les institutions, privées ou publiques, dont les travailleurs produisent la valeur. Les travailleurs

participant à la production de la valeur des infrastructures devraient pouvoir en déterminer le prix de production et déterminer combien doit payer chaque composante de l'économie qui les utilise pour réaliser la pleine valeur de ces infrastructures.

Dépendre des individus pour réaliser la valeur des infrastructures, c'est inviter la catastrophe. Pour l'élite impérialiste dominante, c'est une façon de s'enrichir. Pour les travailleurs, se servir de leur valeur reproduite individuelle pour réaliser la valeur des infrastructures, c'est affaiblir la production de leur capacité de travail individuelle. La valeur incluse dans leur capacité de travail par les infrastructures produites socialement est sociale, pas individuelle.

La valeur utilisée pour réaliser la valeur des systèmes sociaux d'aqueduc, d'électricité, d'égouts et de gestion des eaux pluviales doit provenir de la grande économie industrielle, laquelle comprend aussi les services publics fédéraux, provinciaux et municipaux.

Toute infrastructure moderne doit être vue comme un moyen de production et de survie pour l'économie, les collectifs et la société, et non comme un article de consommation. La production des infrastructures, sociales et matérielles, doit être vue comme servant à la grande économie industrielle et à la survie de tous ses membres et leurs collectifs et la société en général. Tous ont intérêt à voir au développement et à l'entretien des infrastructures puisque tous ont besoin de la valeur qu'elles représentent, surtout des bienfaits qu'elles apportent à l'économie socialisée et à la société. Le problème de la conservation de la valeur des infrastructures comme les systèmes d'aqueduc et les réseaux d'électricité est une question de conscience sociale, pas une chose imposée de force en privant les citoyens de leurs droits.

En tant qu'avantage collectif et moyen de production nécessaire pour l'économie et la survie, la valeur que produisent les travailleurs des infrastructures doit être échangée avec la valeur produite dans les autres secteurs de l'économie en tant que valeur transférée ou valeur sociale reproduite, du moins tant que l'économie est basée sur l'échange plutôt que sur l'usage. Les infrastructures sociales et matérielles ne doivent pas être vues comme des articles de consommation. De cette façon, le droit à l'éducation, le droit à l'eau et à l'électricité et tous les autres droits du monde moderne, surtout le droit d'être, peuvent être garantis de manière collective, par la société et ses nombreux collectifs de travailleurs et les différentes composantes de son économie.

La valeur reproduite individuelle et la questions des puits et des fosses septiques individuelles en Ottawa « rurale »

Les systèmes individuels d'aqueduc et de fosses septiques ne font pas partie des infrastructures publiques. Ils ne sont pas des moyens de production et de survie publics. Le système de gestion des eaux pluviales pour l'ensemble de la région d'Ottawa est une infrastructure publique.

L'eau qui se trouve sous les propriétés des résidents n'a pas de valeur. Les travailleurs ajoutent de la valeur à l'eau en creusant des puits et en amenant l'eau à la surface pour l'usage personnel. C'est la même chose pour les fosses septiques dans la mesure où la personne se donne un moyen privé de disposer d'une partie des eaux usées sans porter atteinte aux droits des autres. La valeur produite est acquise par les membres de la famille en tant que capacité de travail individuelle.

Dire que l'eau comme telle a une valeur économique sans le travail humain, c'est comme dire que l'air a de la valeur, ou le soleil, le zinc, le cuivre et les autres éléments qu'on trouve à l'état naturel, nécessaires ou non. Ces choses n'ont pas de valeur économique et on ne doit pas leur attribuer une valeur. Leur valeur provient uniquement du temps de travail qu'on y investit.

Seul un autocrate qui veut quelque chose sans rien offrir en échange voudrait attribuer une valeur à quelque chose qui se produit naturellement, comme l'ont fait par exemple les aristocrates du Moyen-Âge lorsqu'ils ont imposé le cens (taxe par tête), une taxe que les gens devaient payer pour le simple fait d'exister.

Les individus et leurs familles produisent la valeur individuelle de leur capacité de travail ou paient pour les éléments nécessaires, et acquièrent ainsi la valeur d'échange des choses qu'ils achètent. Cette valeur est réalisée lorsqu'ils vendent leur capacité de travail dans le cadre du rapport social appelé capital, où ils

reproduisent la valeur reproduite individuelle et reçoivent un salaire pour que la capacité de travail individuelle puisse être maintenue. La partie de la valeur que les travailleurs produisent en tant que valeur ajoutée est réclamée à titre de profit par ceux qui possèdent ou contrôlent des composantes de l'économie. La partie que les travailleurs reproduisent en tant que valeur reproduite sociale doit être réclamée par les composantes économiques qui font partie des infrastructures sociales qui produisent la valeur. La partie de la valeur qui est transférée à la production est réclamée par ceux qui possèdent et contrôlent la composante de l'économie et sert à payer pour la valeur transférée circulante et la valeur transférée fixe, soit la machinerie et les immeubles, valeur que les travailleurs ont transférée et préservée durant la production.

La valeur que les travailleurs dépensent individuellement ou au sein de la famille pour vivre et survivre doit être reproduite à nouveau en tant que valeur d'échange lorsqu'ils vendent leur capacité de travail. L'argent reçu en échange de leur capacité de travail est utilisé pour vivre et reproduire leur capacité de travail et sa valeur individuelle. L'argent provenant des salaires ne sert pas et ne doit pas servir à la réalisation de la valeur produite dans les infrastructures sociales et matérielles en tant que moyens de production et de survie collective (aqueduc, égouts, électricité et gestion des eaux pluviales). La valeur reproduite sociale doit être échangée avec les composantes productives de l'économie.

La valeur utilisée pour réaliser la valeur d'un système de pompage personnel et d'une fosse septique provient de la grande économie industrielle, surtout de la vente de la capacité de travailler pour la richesse sociale au sein de la relation sociale appelée capital. Les matériaux (moyens de production circulants) et la machinerie (moyens de production fixes) qui sont utilisés pour creuser le puits et installer la fosse septique proviennent aussi de l'économie industrielle de masse.

Les résidents (les travailleurs) ayant un système de pompage et une fosse septique personnels échangent la valeur qu'ils ont reçue de la vente de leur capacité de travailler au sein de l'économie pour réaliser ces systèmes qui sont nécessaires à leur survie parce que ces systèmes n'ont pas été fournis en tant que moyens de production d'infrastructure dans les communautés qui sont à la périphérie de ce qui est maintenant l'Ottawa «rural». Pourquoi pas, peut-on se demander, surtout dans les subdivisions nouvelles ? Pourquoi les systèmes de pompage de l'eau et les fosses septiques sont-ils considérés comme des moyens de survie individuels dans ces communautés nouvelles alors que les routes qui vont jusqu'à votre porte, l'eau pour les parcs et les services d'incendie sont une infrastructure matérielle et les écoles du quartier une infrastructure sociale, et ainsi de suite ?

Commentaires additionnels

Une communauté qui ne se soucie pas du bien-être de tous peut subir le même sort que celle de Flint au Michigan et de tant d'autres communautés aux États-Unis, avec du plomb dans l'eau qui corrompt les tuyaux et cause un empoisonnement sur une vaste échelle.

L'administration municipale d'Ottawa écrit : « La ville ne va pas placer des compteurs sur les puits privés et les fosses septiques. » Très généreux vraiment. En fait, le pays se dirige vers l'imposition d'une taxe par tête, que les autocrates avaient coutume d'imposer aux paysans en Europe médiévale. À Vancouver, l'élite dominante veut imposer un péage à tous ceux qui traversent un pont ou circulent dans n'importe quelle rue, et restreindre les mouvements de ceux qui ne peuvent pas se le permettre ou les forcer à trouver un autre moyen de se déplacer dans la ville, à pied ou à bicyclette ou par le transport public, qui lui-même devrait être une infrastructure disponible gratuitement mais qui est très coûteux pour les individus parce que les composantes économiques qui bénéficient du transport public refusent de réaliser la valeur qu'il produit

En échange de la taxe par tête, les paysans et d'autres personnes étaient supposément protégés contre les autres autocrates et leurs armées de maraudeurs, bien que, quand le village ou la ville était attaqué, ce sont les paysans qui formaient le gros des forces de défense sur le champ de bataille. Vraiment étrange comment beaucoup d'idées qui viennent de la mafia et maintenant des politiciens impérialistes et visent à arracher de l'argent aux gens viennent du médiévalisme (le racket de la protection, les péages, etc.).



Le Canada étend sa mission au Moyen-Orient



Des actions diverses ont eu lieu au Canada le 19 mars 2016 à l'occasion du 13e anniversaire de l'invasion de l'Irak. Ci-dessus: la manifestation à Ottawa.

Au moment où l'on marque le 13e anniversaire de l'invasion de l'Irak par les États-Unis le 19 mars 2003, le Canada étend son rôle militaire en Irak et au Moyen-Orient. Le gouvernement prétend que ces actions sont conformes à ce qu'il appelle la tradition canadienne de maintien de la paix. C'est cacher le fait que tant que le Canada appartiendra à NORAD et à l'OTAN, ses missions de maintien de la paix vont ou bien faire partie des plans de « ni guerre ni paix » de l'impérialisme, comme dans le cas de la Palestine, ou servir à provoquer la guerre de façon délibérée dans le cadre de la quête de domination des États-Unis, comme c'est le cas de toutes les interventions depuis la Yougoslavie.



Le déploiement de centaines de soldats canadiens additionnels en Irak, au Liban et en Jordanie et le rôle qu'ils vont jouer ont été discutés récemment lors d'une conférence du Commandement central des États-Unis à laquelle ont participé les « pays partenaires ». L'extension du rôle militaire du Canada est « en train d'être organisée en étroite coordination » avec les États-Unis, a rapporté le *National Post* le 14 mars.

« Il y avait plusieurs postes vacants au sein de la structure de la coalition. Nous allons en occuper quelques-uns », a dit le lieutenant-général Steve Bowes,

le commandant du Commandement des opérations interarmées du Canada, un des deux commandements des Forces armées canadiennes, l'autre étant le Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada.

« À ce moment-ci, dans ce qu'on appelle les sites de renforcement des capacités des partenaires, il y a trop de formateurs et pas assez de troupes à former, mais la mission va évoluer. D'ici un an peut-être, on ne sait jamais », a dit Bowes. Par « sites de renforcement des capacités des partenaires » on entend le déploiement par le Canada de troupes en Jordanie et au Liban, dont la mission n'est pas claire mais « va évoluer », a dit Bowes.

Selon Bowes, le brigadier-général canadien David Anderson va commander « une équipe de coalition » qui va travailler à Bagdad avec les « ministères associés à la sécurité » en Irak afin de préparer des plans de combats en vue « de l'offensive attendue depuis longtemps pour expulser l'État Islamique en Irak et au Levant de Mossoul et du nord-ouest de l'Irak ». Les rapports indiquent que 12 autres Canadiens pourraient faire partie de « l'équipe » mais ils ne disent pas qui d'autre va y participer et sous le commandement de qui Anderson va agir.

Les rapports indiquent aussi que des militaires canadiens sont déployés au Moyen-Orient pour se joindre au personnel d'un major-général de l'armée américaine à Bagdad, au côté du brigadier-général canadien Greg Smith. D'autres vont participer au renforcement « de la capacité de renseignement canadienne » ou « se voir assigner la tâche d'appuyer les troupes en Irak en étendant leur présence logistique au Koweït ».

Quatre hélicoptères canadiens Griffon, équipés de mitrailleuses Gatling, sont aussi envoyés en Irak pour y être déployés uniquement avec les troupes du « Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada ». Ces troupes vont « conseiller les forces kurdes pershmergas », a dit Bowes.

Bien que le gouvernement libéral se soit constamment référé à cette mission comme à une mission de « non-combat », Bowes a dit que la présence accrue de troupes canadiennes et des hélicoptères canadiens lourdement armés est une réponse à la menace représentée par l'EIL. « L'ennemi, l'EIL, le Daech (son acronyme en arabe), a démontré sa capacité de se métastaser et de changer ses tactiques et nous essayons d'être bien au fait de ces changements », a-t-il dit.



« Par exemple, ils convertissent des camions à benne, les recouvrent de plaques de blindage et les transforment en camions explosifs. Cela montre bien leur niveau de capacité de prendre tout objet et d'en faire une arme. »

Il faut porter attention à la façon dont le gouvernement du Canada est en train de nous entraîner dans les préparatifs de guerre impérialiste des États-Unis, au nom de la paix et du maintien de la paix. Les Canadiens doivent établir un gouvernement antiguerre qui va sortir le Canada de l'OTAN et de NORAD et faire en sorte que le Canada soit un facteur de paix.



Annonces pour Canada 150

Le 15 mars, la ministre du Patrimoine canadien Mélanie Joly a présenté la vision du Canada pour le 150e anniversaire de la Confédération en 2017. Tout en promouvant la vision chauvine de « valeurs communes », le gouvernement a annoncé qu'il va payer une organisation privée pour qu'elle approuve et distribue les fonds pour les célébrations officielles sur la base de cette vision.

Rien de ce qui est annoncé ne se prête à une discussion sérieuse sur la modernisation de la constitution canadienne et du système politique pour qu'ils répondent aux besoins de notre temps.

On lit dans un communiqué du gouvernement que «le 150e anniversaire de la Confédération offre la possibilité au gouvernement du Canada d'engager et d'inspirer les Canadiens dans leur communauté. C'est aussi l'occasion de célébrer ensemble nos valeurs communes, nos réalisations, la majesté de notre environnement et notre place dans le monde ». Parlant des thèmes spécifiques que les libéraux vont mettre de l'avant à l'occasion de Canada 150, la ministre Joly a dit que les célébrations et les événements mettront



Marche pour la réconciliation à Ottawa le 31 mai 2015

en valeur « des thèmes orientés sur la diversité et l'inclusion, la réconciliation de nation à nation avec les Autochtones, la jeunesse et l'environnement ».

« Le 150e anniversaire de la Confédération est une occasion à saisir pour les communautés du pays tout entier. J'invite tous les Canadiens à rêver à ce que leur réserve l'avenir, à contribuer à la croissance de notre pays, à apporter des changements importants et à laisser un legs durable pour les prochaines générations. Soyez de la fête ! »

Le ministre Joly a également annoncé l'octroi d'un montant de 10 millions \$ aux Fondations communautaires du Canada pour leur projet « Fonds communautaire pour le 150e du Canada ». Fondations communautaires du Canada est une organisation privée qui, selon son site web, « vise à renforcer les communautés ». Dans un communiqué de presse, elle dit jouer un rôle de catalyseur en convoquant les organisations nationales intéressées à célébrer le 150e anniversaire et en invitant les Canadiens à se joindre aux préparatifs en vue de 2017. L'Alliance a été établie par Fondations communautaires du Canada et elle invite les groupes et les individus à « participer au travail pour bâtir de nouveaux réseaux et renforcer ceux qui existent déjà ». Il semble que ce soit une organisation basée sur l'Internet à laquelle tout groupe qui participe aux événements de Canada 150 peut s'inscrire et avec laquelle il peut interagir de différentes façons.

La somme versée à Fondations communautaires du Canada « sera consacrée à des activités et initiatives locales qui permettront de rassembler les Canadiens et d'encourager les actions déjà mises en place par les communautés de partout au pays dans le cadre du 150e anniversaire de la Confédération », lit-on sur le site web du gouvernement.

Lors de l'annonce, l'ancien codirecteur de Research in Motion, Jim Balsillie, et l'artiste hip-hop Kardinal Offishall ont été nommés ambassadeurs avec comme mandat « d'inciter les Canadiens à s'investir dans les célébrations du 150e anniversaire au sein de leur communauté ».

Pendant la même semaine, la ministre Joly a fait une annonce semblable à Montréal.



Le premier ministre nomme sept nouveaux sénateurs et le leader du gouvernement au Sénat

Le 18 mars, le premier ministre Trudeau a annoncé qu'il va recommander la nomination de sept nouveaux sénateurs au gouverneur général. Les nouveaux sénateurs vont combler deux postes vacants au Manitoba, trois en Ontario et deux au Québec. Dans sa déclaration, le premier ministre indique que pendant les trois derniers mois, le Comité consultatif indépendant sur les nominations au Sénat a mené « de vastes consultations » au Manitoba, en Ontario et au Québec et a soumis des recommandations non contraignantes au premier ministre. Parmi cette liste de candidats, le premier ministre a sélectionné les sept nouveaux sénateurs qu'il recommandera au gouverneur général et dont il dit qu'ils seront « indépendants ».

Le premier ministre a également annoncé son intention de nommer Peter Harder, le chef de son « équipe de transition », au titre de représentant du gouvernement au Sénat. Harder est un des sénateurs « indépendants » qui seront nommés. Il agira comme représentant du gouvernement au Sénat et son rôle sera de faciliter la présentation et l'étude des mesures législatives du gouvernement. Il sera assermenté à titre de

conseiller privé.

Voici la liste des sept personnes qui seront recommandées comme nouveaux sénateurs :

Raymonde Gagné (Manitoba) Elle a été rectrice de l'Université de Saint-Boniface (USB) de 2003 à 2014. Sur le site web de l'université, on lit qu'elle « a travaillé à établir des contrôles plus serrés et un meilleur système de responsabilité tout en optimisant les processus de gestion et de gouvernance. Afin de garantir de hauts taux d'inscription, elle a développé une stratégie de recrutement fructueuse pour attirer les étudiants des pays francophones d'Afrique et d'Europe ».

Le juge Murray Sinclair (Manitoba) Il a été le premier juge autochtone nommé au Manitoba et seulement le deuxième au Canada. Il a été président de la Commission de vérité et réconciliation. Il a été chef du personnel de l'ancien premier ministre NPD du Manitoba Howard Pawley lorsqu'il était procureur général du Manitoba.

V. Peter Harder (Ontario) Ex-conseiller principal en politiques chez Dentons LLP, un des plus grands cabinets d'avocats dans le monde. Il est aussi président du Conseil d'affaires Canada-Chine. Avant de se joindre à Dentons, Harder a occupé différentes fonctions de sous-ministre dans le gouvernement du Canada. Il a été nommé sous-ministre pour la première fois en 1991 et a travaillé comme haut fonctionnaire principal dans plusieurs ministères, notamment au Conseil du Trésor, au ministère du Solliciteur général, au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, à Industrie Canada et au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Frances Lankin (Ontario) Ancienne députée provinciale de 1990 à 2001. Elle a été présidente et directrice générale de Centraide Toronto et nommée coprésidente de la Commission d'examen du système d'aide sociale de l'Ontario du gouvernement McGuinty qui a récemment émis un rapport sur la « transformation de l'aide sociale en Ontario ». Le rapport propose la réduction des prestations d'aide sociale par la restructuration de la façon dont les fonds sont alloués. De 2009 à 2016, elle a été membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité qui surveille les activités du SCRS.

Ratna Omidvar (Ontario) Elle est présentement directrice exécutive fondatrice et professeure auxiliaire du groupe de réflexion Global Diversity and Migration Exchange au Ted Rodgers School of Management, à l'Université Ryerson. Elle est actuellement présidente d'Opération Survie Syrie, une organisation basée à Toronto qui travaille à la réinstallation des réfugiés syriens au Canada. Elle est aussi administratrice du Centre for Mental Health and Addiction (CAMH), de l'Institut Environics et de Samara.

Chantal Petitclerc (Québec) Athlète paralympique et médaillée d'or de nombreux jeux paralympiques.

André Pratte (Québec) Il est journaliste à *La Presse* dont il a été longtemps éditorialiste en chef. En 2005, Pratte faisait partie du groupe qui a signé le « Manifeste pour un Québec lucide » qui critique le modèle social-démocrate qu'on appelle le modèle québécois.



Envoyez vos articles, photos, rapports, points de vue et commentaires à redaction@mlpc.ca

ABONNEZ-VOUS AU RENOUVEAU Bulletin du Parti marxiste-léniniste du Canada

Envoyez à maitre_de_poste@mlpc.ca en indiquant «Abonnement» dans la case sujet. Veuillez inclure nom, circonscription et occupation. Voir la page d'accueil pour formulaire complet.

[Accueil](#)